

[Français]

Je me demande pourquoi le gouvernement du Canada a décidé à ce moment-ci de donner deux milliards de dollars aux grandes compagnies pétrolières du Canada. Le gouvernement ne peut pas trouver l'argent pour la santé par exemple, le gouvernement du Canada ne peut pas trouver l'argent pour l'éducation, le gouvernement du Canada ne peut pas trouver l'argent pour les ouvriers sans emploi dans ce pays, je ne comprends pas, madame le Président, pourquoi le gouvernement du Canada peut trouver deux milliards de dollars pour aider ces grandes compagnies qui sont très très riches et pourquoi...

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Quel dommage!

**M. Waddell:** ... le gouvernement du Canada ne peut pas trouver l'argent pour aider les pauvres dans ce pays.

[Traduction]

Je veux signaler que l'annonce faite ce soir favorise les exportations de gaz. Je reviens de Calgary et je voudrais faire remarquer au ministre qu'il y a d'autres façons de s'y prendre. Nous ne sommes pas obligés d'exporter tout notre gaz naturel bon marché, car, si nous le faisons, nous nous heurterons au même problème qu'avec le pétrole. Quand le ministre siégeait dans l'opposition, il disait qu'il était indispensable de collaborer avec l'Alberta pour établir un régime de répartition proportionnelle et qu'il fallait faire fonctionner efficacement le régime de commercialisation, lequel est tout à fait désorganisé en Alberta.

Il n'est pas question dans cette annonce, madame le Président, d'une réserve de gaz. Le ministre a parlé d'un programme de remplacement du pétrole par le gaz. C'est un excellent programme qui devrait être étendu. Il faudrait entreprendre la construction d'un gazoduc dans les provinces Maritimes et à d'autres endroits. Nous ne pouvons pas encourager les Canadiens à adopter le gaz naturel si nous ne sommes pas en mesure de leur en fournir à un prix raisonnable dans les années à venir. Ce serait tout à fait catastrophique.

Le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) estimait que ce programme coûterait environ 600 millions aux consommateurs. D'après mes estimations, il s'agirait plutôt de 1.2 milliard. Je rappelle au député à ma droite que les libéraux et son parti n'ont peut-être pas voulu tromper les Canadiens, mais qu'ils leur ont fait croire que l'énergie coûterait moins cher.

Je vois un député montrer du doigt le ministre. Quand son parti était au pouvoir, il a proposé une taxe d'accise de 18c., mais qui devait augmenter constamment. Les conservateurs auraient fait terriblement grimper le prix de l'énergie; ils ne peuvent pas prétendre le contraire. Il leur suffit de relire leur budget. Le ministre libéral avait la possibilité de réduire la redevance d'indemnisation pétrolière afin que les Canadiens paient l'énergie un peu moins cher, mais il a préféré aider l'industrie. Je suppose qu'il brigue le portefeuille des Finances, car il a certainement aidé l'industrie pétrolière ce soir.

Je pense avoir dit ce que j'avais à dire, madame le Président, et demain j'espère pouvoir proposer d'autres façons d'aider les consommateurs canadiens. Ce soir le gouvernement a trahi leurs intérêts. Il accorde une aide de 30 milliards à une industrie prospère sous prétexte que certaines compagnies ont besoin d'un peu d'aide alors qu'il n'y a pas d'argent pour la santé, l'éducation, la création d'emplois, les pensions et le reste. Comme cet argent ne tombera pas du ciel, le gouvernement va

### *Programme énergétique national*

non seulement renoncer à certaines recettes fiscales, mais il va également faire payer les consommateurs. Autrement dit, il va encore réduire ses programmes.

Les ressources pétrolières nous appartiennent, madame le Président. Nous n'avons pas à rendre grâce aux sociétés pétrolières. Ces ressources nous appartiennent et nous ne devrions pas payer les prix de l'OPEP. Il faudrait laisser le consommateur canadien souffler un peu. Bien sûr, nous devons favoriser les économies d'énergie par tous les moyens. Il faut recycler cet argent.

D'après les sondages d'opinions, certaines personnes estiment que notre attitude à l'égard de l'énergie est trop conservatrice et qu'il faudrait canadianiser l'industrie plus rapidement afin qu'elle appartienne à 75 p. 100 à des entreprises canadiennes d'ici 1990. Pour certains, il faudrait faire de Petro-Canada la plus grosse société pétrolière du pays. Ce n'est pas ce qu'on nous annonce ici. Au lieu d'accorder une aide limitée aux petites entreprises, on accorde une aide considérable à Imperial Oil et Dome. Mes collègues et moi-même avons terriblement pitié de ces deux sociétés. Nous nous apitoyons sur le sort d'Imperial Oil et de Dome qui ont déjà soustrait tellement d'argent aux contribuables canadiens.

Ce qu'il y a de triste ce soir, c'est que non seulement le ministre recule, mais que le régime fiscal gâche complètement un programme qui aurait pu être bon.

**M. Baker (Nepean-Carleton):** C'est grâce à vous s'il sont là.

**M. Waddell:** Ce n'est pas grâce à nous. Nous avons voté contre un gouvernement incompetent qui voulait nous faire payer très cher le pétrole. Ce sont les citoyens qui les ont élus.

Comme le disait le poète Frank Scott, notre pays est silencieux, il attend d'être développé et de naître. Nous possédons toutes les ressources possibles et imaginables. Nous avons des gisements de pétrole lourd à Wainwright, Lethbridge et Lloydminster. Le pétrole est là. Les mesures prises par le ministre sont parfaitement inutiles. On n'a pas encore extrait de pétrole de la mer de Beaufort, alors comment cela va-t-il nous rendre autonomes? Bien que le ministre cherche à sauver la face, notre politique énergétique est démantelée. Nous assistons ce soir à une retraite qui aurait fait la fierté de Napoléon. Alors qu'il y a tant à faire, alors que tant de personnes demandent de l'aide pour payer leur note de chauffage ou d'essence, qui les défend? Le programme qui nous est proposé ce soir revient en gros à allouer plus d'argent aux sociétés pétrolières. Il s'agit d'un PEN-2.

● (2140)

**M. Wilson:** Madame le Président, le ministre a parlé du fait que la taxe d'indemnisation pétrolière sera identique ou peut-être inférieure. Comme l'inflation représente un énorme problème pour le pays et que bien des Canadiens à revenu fixe souffrent terriblement de la hausse du prix de l'énergie, pourquoi le ministre ne s'est-il pas engagé à diminuer cette taxe afin que les Canadiens aient la garantie de voir se stabiliser les prix de l'énergie?

**M. Lalonde:** Madame le Président, la taxe d'indemnisation pétrolière est fixée à un niveau qui permet de défrayer le pétrole importé, le nouveau pétrole et celui qui provient des sables bitumineux. Aux termes de l'accord conclu avec l'Alberta, le gouvernement fédéral ne va rien gagner sur cette taxe. Entre 1981 et 1986, les fonds perçus grâce à cette taxe